

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XIV^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

Séance(s) du lundi 5 mai 2014

Articles, amendements et annexes



196^e séance

ACCORD RELATIF À L'HÉBERGEMENT ET AU FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE SÉCURITÉ GALILEO

Projet de loi, autorisant l'approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo

Texte de la commission (n° 1915)

Article unique (sans modification)

Est autorisée l'approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo (ensemble une annexe), signé à Paris le 12 juin 2013 et dont le texte est annexé à la présente loi.

- ACCORD INSTITUANT LE CONSORTIUM DES CENTRES INTERNATIONAUX DE RECHERCHE AGRICOLE EN QUALITÉ D'ORGANISATION INTERNATIONALE

ET

- ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE CONSORTIUM DES CENTRES INTERNATIONAUX DE RECHERCHE AGRICOLE RELATIF AU SIÈGE DU CONSORTIUM ET À SES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale

et

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Consortium des centres internationaux de recherche agricole relatif au siège du Consortium et à ses privilèges et immunités sur le territoire français

Textes de la commission (n° 1912-1913)

Article unique (Non modifié)

Est autorisée l'approbation de l'Accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale (ensemble un acte constitutif et trois annexes), signé à Montpellier le 13 septembre 2011, et l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Consortium des Centres internationaux de recherche agricole relatif au siège du Consortium des Centres internationaux de recherche agricole et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble trois annexes), signé à Montpellier le 4 mars 2013, et dont les textes sont annexés à la présente loi.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA RELATIF À LA MOBILITÉ DES JEUNES

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes

Texte de la commission (n° 1914)

Article unique (Non modifié)

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes, signé à Ottawa le 14 mars 2013, et dont le texte est annexé à la présente loi.

DROIT À L'INFORMATION DANS LE CADRE DES PROCÉDURES PÉNALES

Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (n° 1895)

CHAPITRE I^{ER}

Dispositions relatives à l'audition des personnes suspectées et ne faisant pas l'objet d'une garde à vue

Article 1^{er}

- ① I. – (*Supprimé*)
- ② II. – Après l'article 61 du code de procédure pénale, il est inséré un article 61-1 ainsi rédigé :
- ③ « Art. 61-1. – La personne à l'égard de laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction est un suspect. Elle ne peut être entendue librement sur ces faits qu'après avoir été informée :
- ④ « 1^o De la qualification, de la date et du lieu présumés de l'infraction qu'elle est soupçonnée d'avoir commise ou tenté de commettre ;
- ⑤ « 2^o Du droit de quitter à tout moment les locaux où elle est entendue ;
- ⑥ « 3^o Le cas échéant, du droit d'être assistée par un interprète ;
- ⑦ « 4^o Du droit de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire ;
- ⑧ « 5^o Si l'infraction pour laquelle elle est entendue est un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement, du droit d'être assistée au cours de son audition ou de sa confrontation, selon les modalités prévues aux articles 63-4-3 et 63-4-4, par un avocat choisi par elle ou, à sa demande, désigné d'office par le bâtonnier de l'ordre des avocats ; le suspect est informé que les frais seront à sa charge sauf s'il remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle qui lui sont brièvement rappelées, le cas échéant au moyen d'un document ou d'un affichage dans les locaux des services d'enquête ; il peut accepter expressément de poursuivre l'audition hors la présence de son avocat ;
- ⑨ « 6^o De la possibilité de bénéficier, le cas échéant gratuitement, de conseils juridiques dans une structure d'accès au droit.
- ⑩ « La notification des informations données en application du présent article est mentionnée au procès-verbal.
- ⑪ « Lorsqu'il est adressé ou remis à la personne une convocation écrite en vue de son audition, cette convocation indique l'infraction pour laquelle elle est suspectée sauf si les nécessités de l'enquête ne le permettent pas. Elle précise également que le suspect peut être assisté par un avocat ainsi que les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle et les modalités de désignation d'un avocat d'office. Elle indique enfin les lieux où le suspect peut obtenir des conseils juridiques avant cette audition.
- ⑫ « Le présent article n'est pas applicable si la personne a été conduite, sous contrainte, par la force publique devant l'officier de police judiciaire. »
- ⑬ II *bis* (*nouveau*). – L'article 62 du même code est ainsi rédigé :

- ⑭ « Art. 62. – Les personnes à l'encontre desquelles il n'existe aucune raison plausible de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction sont librement entendues par les enquêteurs, sans faire l'objet d'une mesure de contrainte.
- ⑮ « Toutefois, si les nécessités de l'enquête le justifient, elles peuvent être retenues sous la contrainte le temps strictement nécessaire à leur audition, sans que cette durée ne puisse excéder quatre heures.
- ⑯ « Si, au cours de l'audition d'une personne entendue librement en application du premier alinéa, il apparaît qu'il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, ce suspect doit être entendu conformément à l'article 61-1 et les informations prévues aux 1^o à 6^o du même article lui sont alors communiquées sans délai, sauf si son placement en garde à vue est nécessité en application de l'article 62-2.
- ⑰ « Si, au cours de l'audition d'une personne retenue en application du deuxième alinéa du présent article, il apparaît qu'il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement, elle ne peut être maintenue sous la contrainte à la disposition des enquêteurs que sous le régime de la garde à vue. Son placement en garde à vue lui est alors notifié dans les conditions prévues à l'article 63. »
- ⑱ III. – Le premier alinéa du III de l'article 63 du même code est ainsi rédigé :
- ⑲ « III. – Si, avant d'être placée en garde à vue, la personne a été appréhendée ou a fait l'objet de toute autre mesure de contrainte pour ces mêmes faits, autre que la rétention prévue à l'article L. 3341-1 du code de la santé publique l'heure du début de la garde à vue est fixée, pour le respect des durées prévues au II du présent article, à l'heure à partir de laquelle la personne a été privée de liberté. Si la personne n'a pas fait l'objet d'une mesure de contrainte préalable, mais que son placement en garde à vue est effectué dans le prolongement immédiat d'une audition, cette heure est fixée à celle du début de l'audition. »
- ⑳ IV (*nouveau*). – À la seconde phrase du second alinéa de l'article 73 du même code, après le mot : « conduite », sont insérés les mots : « , sous contrainte, ».

Amendement n° 18 présenté par Mme Untermaier.

Au début de la première phrase de l'alinéa 11, substituer aux mots :

« Lorsqu'il est adressé ou remis à la personne une convocation écrite »

les mots :

« Lorsqu'une convocation écrite est adressée ou remise à la personne ».

Amendement n° 19 présenté par Mme Untermaier.

À l'alinéa 14, supprimer le mot :

« librement ».

Amendement n° 21 présenté par Mme Untermaier.

À l'alinéa 15, substituer au mot :

« elles »

les mots :

« ces personnes ».

Amendement n° 20 présenté par Mme Untermaier.

I. – À l'alinéa 15, supprimer le mot :

« la ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 17, supprimer la première occurrence du mot :

« la ».

Amendement n° 22 présenté par Mme Untermaier.

À l'alinéa 16, substituer aux mots :

« ce suspect doit être entendu »

les mots :

« cette personne est un suspect et doit être entendue ».

Amendement n° 23 présenté par Mme Untermaier.

À l'alinéa 16, substituer aux mots :

« conformément à »

les mots :

« en application de ».

Amendement n° 24 présenté par Mme Untermaier.

À l'alinéa 16, substituer au mot :

« communiquées »

le mot :

« notifiées ».

Amendement n° 25 présenté par Mme Untermaier.

À la fin de la seconde phrase de l'alinéa 17, substituer à la référence :

« 63 »

la référence :

« 63-1 ».

Article 1^{er} bis
(*Non modifié*)

- ① Après l'article 61 du code de procédure pénale, il est inséré un article 61-2 ainsi rédigé :
- ② « *Art. 61-2.* – Si la victime est confrontée avec une personne entendue dans les conditions prévues à l'article 61-1 pour un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement, elle peut demander à être également assistée, selon les modalités prévues à l'article 63-4-3, par un avocat choisi par elle ou par son représentant légal si elle est mineure, ou, à sa demande, désigné par le bâtonnier.
- ③ « La victime est informée de ce droit avant qu'il soit procédé à la confrontation. Elle est également informée que les frais seront à sa charge sauf si elle remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle. »

Article 2

- ① I. – (*Non modifié*) À l'article 77 du code de procédure pénale, après le mot : « dispositions », sont insérés les mots : « des articles 61-1 et 61-2 relatives à l'audition d'une personne suspectée ainsi que celles ».
- ② I *bis (nouveau)*. – Les deuxième et troisième alinéas de l'article 78 du même code sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « L'article 62 est applicable. »
- ④ II. – (*Non modifié*) L'article 154 du même code est ainsi modifié :
- ⑤ 1° Au premier alinéa, après le mot : « dispositions », sont insérés les mots : « des articles 61-1 et 61-2 relatives à l'audition d'une personne suspectée ainsi que celles » ;
- ⑥ 2° À la seconde phrase du second alinéa, la référence : « à l'article 63-1 » est remplacée par les références : « aux articles 61-1 et 63-1 » et, après le mot : « que », sont insérés les mots : « l'audition ou ».

CHAPITRE II

**Dispositions relatives aux personnes faisant
l'objet d'une privation de liberté**

Section 1

Dispositions relatives à la garde à vue

Article 3

- ① I. – L'article 63-1 du code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ② 1° À la fin du premier alinéa, les mots : « de formulaires écrits » sont remplacés par les mots : « du formulaire prévu au treizième alinéa » ;
- ③ 2° Au 2°, les mots : « De la nature et de la date présumée » sont remplacés par les mots : « De la qualification, de la date et du lieu présumés » et sont ajoutés les mots : « ainsi que des motifs mentionnés aux 1° à 6° de l'article 62-2 justifiant son placement en garde à vue » ;
- ④ 3° Le 3° est ainsi modifié :
- ⑤ *a)* Au deuxième alinéa, après le mot : « employeur », sont insérés les mots : « ainsi que, si elle est de nationalité étrangère, les autorités consulaires de l'État dont elle est la ressortissante » ;
- ⑥ *b)* Après le quatrième alinéa, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :
- ⑦ « – s'il y a lieu, du droit d'être assistée par un interprète ;
- ⑧ « – du droit de consulter, dans les meilleurs délais et au plus tard avant l'éventuelle prolongation de la garde à vue, les documents mentionnés à l'article 63-4-1 ;

- 9 « – du droit de présenter des observations orales ou écrites au procureur de la République ou, le cas échéant, au juge des libertés et de la détention, lorsque ce magistrat se prononce sur l'éventuelle prolongation de la garde à vue, tendant à ce qu'il soit mis fin à cette mesure ; »
- 10 4° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 11 « En application de l'article 803-6, un document énonçant ces droits est remis à la personne lors de la notification de sa garde à vue. »
- 12 II. – L'article 63-4-1 du même code est ainsi modifié :
- 13 1° La première phrase est ainsi rédigée :
- 14 « À sa demande, l'avocat peut, dès le début de la garde à vue, consulter l'ensemble des pièces du dossier utiles à la manifestation de la vérité et indispensables à l'exercice des droits de la défense. » ;
- 15 2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 16 « La personne gardée à vue peut également consulter les documents mentionnés au premier alinéa ou une copie de ceux-ci. »
- 17 II *bis* (nouveau). – L'article 65 du même code est ainsi rétabli :
- 18 « Art. 65 – Si, au cours de sa garde à vue, la personne est entendue dans le cadre d'une procédure suivie du chef d'une autre infraction et qu'il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre cette infraction, elle doit faire l'objet des informations prévues aux 1°, 3°, 4° et 5° de l'article 61-1. »
- 19 III. – L'article 706-88 du même code est ainsi modifié :
- 20 1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- 21 « Par dérogation au premier alinéa du présent article, la garde à vue d'une personne suspectée du délit prévu au 8° *bis* de l'article 706-73 ou, lorsqu'elles concernent ce délit, des infractions mentionnées aux 14°, 15° et 16° du même article ne peut faire l'objet que d'une seule prolongation de vingt-quatre heures. Cette prolongation doit être justifiée par des raisons impérieuses tenant aux circonstances particulières de l'enquête ou de l'instruction. » ;
- 22 2° (nouveau) Au début du deuxième alinéa, le mot : « Ces » est remplacé par le mot : « Les ».

Amendement n° 3 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Rugy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas, Mme Sas et Mme Dufлот.

Compléter l'alinéa 5 par les mots :

« et de prendre tout contact utile afin d'assurer l'information et, le cas échéant, la prise en charge des enfants dont elle assure normalement la garde ».

Amendement n° 1 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Rugy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

À l'alinéa 9, après le mot :

« République »,

insérer les mots :

« , au juge d'instruction ».

Amendement n° 37 présenté par le Gouvernement.

Substituer aux alinéas 13 et 14 l'alinéa suivant :

« 1° À la première phrase, les mots : « du dernier » sont remplacés par les mots : « de l'avant-dernier » ; ».

Amendement n° 26 présenté par Mme Untermaier.

Compléter l'alinéa 14 par les mots et la phrase suivante :

« , sauf lorsque les nécessités de l'enquête et de l'instruction le justifient, soit pour permettre le recueil ou la conservation des preuves, soit pour prévenir une atteinte aux personnes. Cette dérogation doit être autorisée par le procureur de la République. ».

Amendement n° 35 présenté par M. Cherki.

Compléter l'alinéa 14 par les mots et la phrase suivante :

« , à savoir et notamment : le procès-verbal établi en application du dernier alinéa de l'article 63-1 constatant la notification du placement en garde à vue et les droits y étant attachés, le certificat médical établi en application de l'article 63-3, les procès-verbaux d'audition de la personne qu'il assiste et toutes les pièces relatives à l'affaire détenues par l'officier ou l'agent de police judiciaire qui lui permettent de contester de manière effective la légalité de l'interpellation, ainsi que de tous les documents contenant des preuves matérielles à charge ou à décharge. Il peut en demander ou peut réaliser une copie. ».

Amendement n° 27 présenté par Mme Untermaier.

Rédiger ainsi l'alinéa 16 :

« La personne gardée à vue a accès au procès-verbal établi en application du dernier alinéa de l'article 63-1 constatant la notification de son placement en garde à vue et des droits y étant attachés, au certificat médical établi en application de l'article 63-3 ainsi qu'à ses procès-verbaux d'audition. ».

Amendement n° 36 présenté par M. Cherki.

Après le mot :

« documents »

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 16 :

« prévus au présent article ou une copie de ceux-ci. Toutefois l'officier de police judiciaire peut refuser l'accès à certaines pièces du dossier à l'avocat et à la personne qu'il assiste lorsque cet accès peut constituer une menace grave pour la vie ou les droits fondamentaux d'un tiers ou lorsque cet accès risque de compromettre l'enquête en cours ou de porter gravement atteinte à la sécurité publique. En ce cas, l'avocat de la personne gardée à vue peut saisir par requête motivée et par tout moyen le juge des libertés et de la détention qui doit statuer dans les douze heures par ordonnance motivée non susceptible de recours aux conditions prévues à l'alinéa précédent au regard des éléments précis et circonstanciés des faits de l'espèce. »

Amendement n° 38 rectifié présenté par Mme Untermaier, rapporteure au nom de la commission des lois.

Substituer aux alinéas 19 à 22 les quatre alinéas suivants :

« III. – L'article 706-88 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au délit prévu au 8° *bis* de l'article 706-73 ou, lorsqu'elles concernent ce délit, aux infractions mentionnées aux 14°, 15° et 16° du même article. Toutefois, à titre exceptionnel, elles peuvent être appliquées si les faits ont été commis dans des conditions portant atteinte à la sécurité, à la dignité ou à la vie des personnes, ou aux intérêts fondamentaux de la Nation tels que définis par l'article 410-1 du code pénal ou si l'un des faits constitutifs de l'infraction a été commis hors du territoire national, dès lors que la prolongation de la garde à vue est indispensable pour poursuivre ou réaliser les investigations nécessaires à la manifestation de la vérité en raison de leur complexité. Les ordonnances prolongeant la garde à vue sont prises par le juge des libertés et de la détention, sur requête du procureur de la République ou du juge d'instruction. Elles sont spécialement motivées et font référence aux éléments de fait justifiant que les conditions prévues par le présent alinéa sont réunies. Les dispositions des sixième et septième alinéas du présent article ne sont pas applicables. ».

« IV. – Au second alinéa de l'article 323-5 du code des douanes, le mot : « dernier » est remplacé par le mot : « avant-dernier ».

« V. – Au VII de l'article 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, les mots : « trois derniers » sont remplacés par les mots : « sixième à avant-dernier ».

Section 2

Dispositions relatives à la déclaration des droits devant être remise aux personnes privées de liberté

Article 4

① I. – Le titre X du livre V du code de procédure pénale est complété par un article 803-6 ainsi rédigé :

② « Art. 803-6. – Toute personne suspectée ou poursuivie soumise à une mesure privative de liberté en application d'une disposition du présent code se voit remettre, lors de la notification de cette mesure, un document énonçant, dans des termes simples et accessibles et dans une langue qu'elle comprend, les droits suivants tels qu'ils s'appliquent au cours de la procédure en vertu des dispositions du présent code :

③ « 1° Le droit d'être informée de la qualification, de la date et du lieu de l'infraction qui lui est reprochée ;

④ « 2° Le droit, lors des auditions ou interrogatoires, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire ;

⑤ « 3° Le droit à l'assistance d'un avocat ;

⑥ « 4° Le droit à l'interprétation et à la traduction ;

⑦ « 5° Le droit d'accès aux pièces du dossier ;

⑧ « 6° Le droit qu'au moins un tiers ainsi que, le cas échéant, les autorités consulaires du pays dont elle est ressortissante soient informés de la mesure privative de liberté dont elle fait l'objet ;

⑨ « 7° Le droit d'être examinée par un médecin ;

⑩ « 8° Le droit de connaître le nombre maximal d'heures ou de jours pendant lesquels elle peut être privée de liberté avant de comparaître devant une autorité judiciaire ;

⑪ « 9° Le droit de connaître les modalités de contestation de la légalité de l'arrestation, d'obtenir un réexamen de sa privation de liberté ou de demander sa mise en liberté.

⑫ « La personne est autorisée à conserver ce document pendant toute la durée de sa privation de liberté.

⑬ « Si le document n'est pas disponible dans une langue comprise par la personne, celle-ci est informée oralement des droits prévus au présent article dans une langue qu'elle comprend. L'information donnée est mentionnée sur un procès-verbal. Une version du document dans une langue qu'elle comprend est ensuite remise à la personne sans retard. »

⑭ II. – (*Non modifié*) Au second alinéa du I de l'article 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, après le mot : « article », sont insérés les mots : « et de l'article 803-6 du code de procédure pénale ».

Amendement n° 34 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Rugy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

À l'alinéa 2, après le mot :

« langue »,

insérer les mots :

« et avec un système d'écriture ».

Amendement n° 15 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Rugy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

Compléter l'alinéa 5 par les mots :

« et les conditions d'exercice de ce droit ; ».

Amendement n° 2 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Rugy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

À l'alinéa 8, substituer aux mots :

« qu'au moins un tiers »,

les mots :

« qu'un proche et son employeur ».

Amendement n° 4 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Ruy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

Compléter l'alinéa 8 par les mots :

« et le droit de prendre tout contact utile afin d'assurer l'information et, le cas échéant, la prise en charge des enfants dont elle assure normalement la garde ».

Amendement n° 5 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Ruy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

Au début de l'alinéa 10, supprimer les mots :

« Le droit de connaître ».

CHAPITRE III

Dispositions relatives aux personnes poursuivies devant les juridictions d'instruction ou de jugement

Section 1

Dispositions relatives à l'information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence et à l'accès au dossier au cours de l'instruction

Article 5

- ① I. – L'article 113-3 du code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ② 1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Le témoin assisté bénéficie également, le cas échéant, du droit à l'interprétation et à la traduction des pièces essentielles du dossier. » ;
- ④ 2° Le dernier alinéa est supprimé.
- ⑤ II. – (*Non modifié*) À la première phrase du premier alinéa de l'article 113-4 du même code, les mots : « ses droits » sont remplacés par les mots : « son droit de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire ainsi que des droits mentionnés à l'article 113-3 ».
- ⑥ III. – L'article 114 du même code est ainsi modifié :
- ⑦ 1° A Le troisième alinéa est ainsi modifié :
- ⑧ a) Au début de la première phrase, les mots : « La procédure est mise » sont remplacés par les mots : « Le dossier de la procédure est mis » ;
- ⑨ b) À la seconde phrase, les mots : « la procédure est également mise » sont remplacés par les mots : « le dossier est également mis » ;
- ⑩ 1° Le quatrième alinéa est ainsi rédigé :

⑪ « Après leur première comparution ou leur première audition, les avocats des parties ou, si elles n'ont pas d'avocat, les parties peuvent se faire délivrer copie de tout ou partie des pièces et actes du dossier. La délivrance de cette copie doit intervenir dans le mois qui suit la demande. Si le dossier a fait l'objet d'une numérisation, cette copie est remise sous forme numérisée, le cas échéant par un moyen de télécommunication selon les modalités prévues à l'article 803-1. La délivrance de la première copie de chaque pièce ou acte du dossier est gratuite. » ;

⑫ 2° Le cinquième alinéa est ainsi rédigé :

⑬ « Lorsque la copie a été directement demandée par la partie, celle-ci doit attester par écrit avoir pris connaissance des dispositions du sixième alinéa du présent article et de l'article 114-1. Lorsque la copie a été demandée par les avocats, ceux-ci peuvent en transmettre une reproduction à leur client, à condition que celui-ci leur fournisse au préalable cette attestation. » ;

⑭ 3° Au début du septième alinéa, les mots : « L'avocat doit » sont remplacés par les mots : « Lorsque la copie a été demandée par l'avocat, celui-ci doit, le cas échéant, » ;

⑮ 4° Au huitième alinéa, les mots : « de tout ou partie de ces » sont remplacés par les mots : « aux parties de tout ou partie des copies demandées ou de leurs » ;

⑯ 5° Le neuvième alinéa est ainsi modifié :

⑰ a) Les deux premières phrases sont supprimées ;

⑱ b) Au début de la troisième phrase, les mots : « Il peut » sont remplacés par les mots : « Cette décision est notifiée par tout moyen et sans délai aux parties ou à leurs avocats qui peuvent » ;

⑲ c) La dernière phrase est ainsi rédigée :

⑳ « Lorsque la copie a été demandée par l'avocat, à défaut de réponse notifiée dans le délai imparti, l'avocat peut communiquer à son client la reproduction des pièces ou actes mentionnés sur la liste. » ;

㉑ 6° Au dixième alinéa, les mots : « ces documents peuvent être remis par son avocat » sont remplacés par les mots : « les copies sont remises » ;

㉒ 7° Aux première et dernière phrases du dernier alinéa, les mots : « de la procédure » sont remplacés par les mots : « du dossier ».

㉓ IV. – L'article 116 du même code est ainsi modifié :

㉔ 1° A Le début de la première phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigé : « Après l'avoir informée, s'il y a lieu, de son droit d'être assisté par un interprète, le juge ... (*le reste sans changement*). » ;

㉕ 1° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

㉖ « La personne est également informée, s'il y a lieu, de son droit à la traduction des pièces essentielles du dossier. » ;

- 27 2° Au troisième alinéa, après les mots : « le juge d'instruction », sont insérés les mots : « , après l'avoir informée de son droit de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire, » ;
- 28 3° (nouveau) La cinquième phrase du quatrième alinéa est ainsi rédigée :
- 29 « Le juge d'instruction informe ensuite la personne qu'elle a le choix soit de faire des déclarations, soit de répondre aux questions qui lui sont posées, soit de se taire. »
- 30 V. – (Non modifié) À la première phrase de l'article 120-1 du même code, le mot : « deuxième » est remplacé par le mot : « dernier ».
- 31 VI. – (Non modifié) 1. Aux premier et deuxième alinéas de l'article 113-8 du même code, les mots : « septième et huitième » sont remplacés par les mots : « huitième et neuvième ».
- 32 2. Au dernier alinéa de l'article 118 et à la première phrase du premier alinéa de l'article 175-1 du même code, le mot : « huitième » est remplacé par le mot : « neuvième ».
- 33 3. Au premier alinéa de l'article 148-3 du même code, le mot : « troisième » est remplacé par le mot : « quatrième ».
- 34 4. Aux articles 818 et 882 du même code, le mot : « cinquième » est remplacé par le mot : « sixième ».

Amendement n° 16 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Ruy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

Après l'alinéa 22, insérer les cinq alinéas suivants :

« 8° Il est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Après la première comparution ou la première audition, les avocats des parties peuvent avoir accès aux preuves ou indices matériels placés sous scellé.

« L'avocat doit donner connaissance au juge d'instruction, par déclaration à son greffier ou par lettre ayant ce seul objet et adressée en recommandé avec accusé de réception, de la liste des preuves ou indices matériels auxquels il souhaite avoir accès.

« Le juge d'instruction dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande pour s'opposer à cet accès par une ordonnance spécialement motivée au regard des menaces sur la conservation des preuves ou indices matériels ou des risques de pression sur les victimes, les personnes mises en examen, leurs avocats, les témoins, les enquêteurs, les experts ou toute autre personne concourant à la procédure.

« Cette décision est notifiée par tout moyen et sans délai à l'avocat. À défaut de réponse du juge d'instruction notifiée dans le délai imparti, l'avocat peut avoir accès aux preuves ou indices matériels dont il avait fourni la liste. Il peut, dans les deux jours de sa notification, déférer la décision du juge d'instruction au président de la chambre de l'instruction, qui statue dans un délai de cinq jours ouvrables par une

décision écrite et motivée, non susceptible de recours. À défaut de réponse notifiée dans le délai imparti, l'avocat peut avoir accès à ces preuves ou indices matériels. ».

Article 5 bis (nouveau)

À l'article 114-1 du code de procédure pénale, le montant : « 3 750 € » est remplacé par le montant : « 10 000 € ».

Section 2

Dispositions relatives à l'information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence, à l'accès au dossier et à l'exercice des droits de la défense des personnes poursuivies devant les juridictions de jugement

Article 6

- 1 I. – (Non modifié) Au début de l'article 273 du code de procédure pénale, les mots : « Le président interroge l'accusé » sont remplacés par les mots : « Après avoir, s'il y a lieu, informé l'accusé de son droit d'être assisté par un interprète, le président l'interroge ».
- 2 II. – Au début du premier alinéa de l'article 328 du même code, sont ajoutés les mots : « Après l'avoir informé de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire, ».
- 3 III. – Le paragraphe 1^{er} de la section 1 du chapitre I^{er} du titre II du livre II du même code est complété par des articles 388-4 et 388-5 ainsi rédigés :
- 4 « Art. 388-4. – En cas de poursuites par citation prévue à l'article 390 ou convocation prévue à l'article 390-1, les avocats des parties peuvent consulter le dossier de la procédure au greffe du tribunal de grande instance dès la délivrance de la citation ou au plus tard deux mois après la notification de la convocation.
- 5 « À leur demande, les parties ou leurs avocats peuvent se faire délivrer copie des pièces du dossier, y compris les éléments de personnalité et le bulletin n° 1 du casier judiciaire. Si le dossier a fait l'objet d'une numérisation, cette copie est remise sous forme numérisée, le cas échéant par un moyen de télécommunication selon les modalités prévues à l'article 803-1. La délivrance de cette copie intervient dans le mois qui suit la demande. Toutefois, en cas de convocation en justice et si la demande est faite moins d'un mois après la notification de cette convocation, cette délivrance intervient au plus tard deux mois après cette notification. La délivrance de la première copie de chaque pièce du dossier est gratuite.
- 6 « Art. 388-5. – En cas de poursuites par citation prévue à l'article 390 ou convocation prévue à l'article 390-1, les parties ou leur avocat peuvent, avant toute défense au fond ou à tout moment au cours des débats, demander, par conclusions écrites, qu'il soit procédé à tout acte qu'ils estiment nécessaire à la manifestation de la vérité.

- 7 « Ces conclusions peuvent être adressées avant le début de l'audience, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par remise au greffe contre récépissé.
- 8 « S'il estime que tout ou partie des actes demandés sont justifiés et qu'il est possible de les exécuter avant la date de l'audience, le président du tribunal peut, après avis du procureur de la République, en ordonner l'exécution selon les règles applicables au cours de l'enquête préliminaire. Les procès-verbaux ou autres pièces relatant leur exécution sont alors joints au dossier de la procédure soumise au tribunal et mis à la disposition des parties ou de leur avocat. Si le prévenu ou la victime doivent être à nouveau entendus, ils ont le droit d'être assistés, lors de leur audition, par leur avocat, conformément à l'article 63-4-3.
- 9 « Si les actes demandés n'ont pas été ordonnés par le président du tribunal avant l'audience, le tribunal statue sur cette demande et peut commettre par jugement l'un de ses membres ou l'un des juges d'instruction du tribunal, désigné dans les conditions de l'article 83, pour procéder à un supplément d'information; l'article 463 est applicable. S'il refuse d'ordonner ces actes, le tribunal doit spécialement motiver sa décision. Le tribunal peut statuer sur cette demande sans attendre le jugement sur le fond, par un jugement qui n'est susceptible d'appel qu'en même temps que le jugement sur le fond. »
- 10 IV. – (*Non modifié*) Après le premier alinéa de l'article 390 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- 11 « La citation informe le prévenu qu'il peut se faire assister d'un avocat de son choix ou, s'il en fait la demande, d'un avocat commis d'office, dont les frais seront à sa charge sauf s'il remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle, et qu'il a également la possibilité de bénéficier, le cas échéant gratuitement, de conseils juridiques dans une structure d'accès au droit. »
- 12 V. – L'article 390-1 du même code est ainsi modifié :
- 13 1° (*Supprimé*)
- 14 2° La deuxième phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « de son choix ou, s'il en fait la demande, d'un avocat commis d'office, dont les frais seront à sa charge sauf s'il remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle, et qu'il a également la possibilité de bénéficier, le cas échéant gratuitement, de conseils juridiques dans une structure d'accès au droit ».
- 15 V *bis* (*nouveau*). – Après le même article 390-1, il est inséré un article 390-2 ainsi rédigé :
- 16 « Art. 390-2. – Lorsque le délai entre la signification de la citation prévue à l'article 390 ou la notification de la convocation prévue à l'article 390-1 et l'audience devant le tribunal est inférieur à deux mois et que le prévenu ou son avocat n'a pas pu obtenir avant l'audience la copie du dossier demandé en application de l'article 388-4, le tribunal est tenu d'ordonner, si le prévenu en fait la demande, le renvoi de l'affaire à une date fixée à au moins deux mois après la délivrance de la citation ou la notification de la convocation. »
- 17 VI. – L'article 393 du même code est ainsi modifié :
- 18 1° Les deux premiers alinéas sont ainsi rédigés :
- 19 « En matière correctionnelle, lorsqu'il envisage de poursuivre une personne conformément aux articles 394 et 395, le procureur de la République ordonne qu'elle soit déférée devant lui.
- 20 « Après avoir, s'il y a lieu, informé la personne de son droit d'être assistée par un interprète, constaté son identité et lui avoir fait connaître les faits qui lui sont reprochés ainsi que leur qualification juridique, le procureur de la République l'informe qu'elle a le droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office. L'avocat choisi ou, dans le cas d'une demande de commission d'office, le bâtonnier de l'ordre des avocats en est avisé sans délai. » ;
- 21 1° *bis* (*nouveau*) Au troisième alinéa, après les mots : « L'avocat », sont insérés les mots : « ou la personne déférée lorsqu'elle n'est pas assistée par un avocat » ;
- 22 2° Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- 23 « Le procureur de la République avertit alors la personne de son droit de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire. Après avoir, le cas échéant, recueilli les observations de la personne ou procédé à son interrogatoire, le procureur de la République entend s'il y a lieu les observations de l'avocat, portant notamment sur la régularité de la procédure, sur la qualification retenue, sur le caractère éventuellement insuffisant de l'enquête et sur la nécessité de procéder à des nouveaux actes. Au vu de ces observations, le procureur de la République soit procède comme il est dit aux articles 394 à 396, soit requiert l'ouverture d'une information, soit ordonne la poursuite de l'enquête, soit prend toute autre décision sur l'action publique conformément à l'article 40-1. S'il ordonne la poursuite de l'enquête et que la personne est à nouveau entendue, elle a le droit d'être assistée, lors de son audition, par son avocat, conformément à l'article 63-4-3. »
- 24 VIII. – (*Non modifié*) Au début de l'article 393-1 du même code, les mots : « Dans les cas prévus à l'article 393 » sont remplacés par les mots : « Si le procureur de la République procède comme il est dit aux articles 394 à 396 ».
- 25 IX. – L'article 394 du même code est ainsi modifié :
- 26 1° (*nouveau*) Au début de la seconde phrase du deuxième alinéa, après les mots : « L'avocat », sont insérés les mots : « ou la personne déférée lorsqu'elle n'est pas assistée d'un avocat » ;
- 27 2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 28 « Lorsque le tribunal correctionnel a été saisi en application du présent article, il peut, à la demande des parties ou d'office, commettre par jugement l'un de ses membres ou l'un des juges d'instruction du tribunal désigné dans les conditions de l'article 83 pour procéder à un supplément d'information; l'article 463 est applicable. Le tribunal peut, dans les mêmes conditions, s'il estime que la complexité de l'affaire nécessite

des investigations supplémentaires approfondies, renvoyer le dossier au procureur de la République afin que celui-ci requière l'ouverture d'une information. »

- ②⑨ X. – (*Non modifié*) La première phrase de l'article 406 du même code est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :
- ③⑩ « Le président ou l'un des assesseurs, par lui désigné, après avoir, s'il y a lieu, informé le prévenu de son droit d'être assisté par un interprète, constate son identité et donne connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal. Il informe le prévenu de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire. »
- ③① XI. – (*Non modifié*) À l'article 533 du même code, après la référence : « 388-3 », est insérée la référence : « , 388-4 ».
- ③② XII. – (*Supprimé*)
- ③③ XIII. – (*Non modifié*) L'article 706-106 du même code est abrogé.
- ③④ XIV (*nouveau*). – À l'article 706-1-2 du même code, les mots : « 706-105 et 706-106 » sont remplacés par les mots : « et 706-105 ».
- ③⑤ XV (*nouveau*). – À la première phrase de l'article 495-10 du même code, les mots : « le dernier » sont remplacés par les mots : « l'avant-dernier ».

Amendement n° 30 présenté par Mme Untermaier.
À la deuxième phrase de l'alinéa 8, supprimer les mots : « soumise au tribunal ».

Amendement n° 31 présenté par Mme Untermaier.
À la dernière phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots : « conformément à »
les mots :
« en application de ».

Amendement n° 29 présenté par Mme Capdevielle.
Après la deuxième phrase de l'alinéa 23, insérer la phrase suivante :

« Il peut également entendre la victime à sa demande. ».

Amendement n° 32 présenté par Mme Untermaier.
À la troisième phrase de l'alinéa 23, substituer aux mots : « comme il est dit aux »
les mots :
« en application des ».

Amendement n° 33 présenté par Mme Untermaier.
Aux deux dernières phrases de l'alinéa 23, substituer par deux fois aux mots :
« conformément à »
les mots :
« en application de ».

Article 6 bis A (*nouveau*)

Le dernier alinéa de l'article 803-5 du code de procédure pénale est complété par les mots : « , lesquelles sont définies par décret ».

Article 6 bis

- ① I. – À la fin de l'article 279 du code de procédure pénale, les mots : « procès-verbaux constatant l'infraction, des déclarations écrites des témoins et des rapports d'expertise » sont remplacés par les mots : « pièces du dossier de la procédure ».
- ② II. – (*Non modifié*) L'article 280 du même code est abrogé.

Après l'article 6 bis

Amendement n° 17 présenté par M. Coronado, M. Molac, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. de Ruy, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas.

Après l'article 6 bis, insérer la division et l'intitulé suivants :
« Chapitre III bis

« Dispositions relatives à l'accès aux preuves des personnes détenues poursuivies en commission disciplinaire

« Art. 6 ter. – Après le sixième alinéa de l'article 726 du code de procédure pénale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 4° bis Les conditions dans lesquelles la personne peut avoir accès aux enregistrements de vidéo-surveillance ; ».

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Article 7

- ① I. – (*Non modifié*) Le chapitre VI du titre II du code des douanes est complété par un article 67 F ainsi rédigé :
- ② « Art. 67 F. – La personne à l'égard de laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction et qui n'est pas placée en retenue douanière ne peut être entendue sur ces faits qu'après la notification des informations prévues à l'article 61-1 du code de procédure pénale.
- ③ « S'il apparaît au cours de l'audition d'une personne des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, ces informations lui sont communiquées sans délai. »
- ④ II. – L'article 323-6 du même code est ainsi modifié :
- ⑤ 1° Au 2°, les mots : « De la nature et de la date présumée » sont remplacés par les mots : « De la qualification, de la date et du lieu présumés » et sont ajoutés les mots : « ainsi que des motifs justifiant son placement en retenue douanière en application de l'article 323-1 » ;
- ⑥ 2° Après le 4°, sont insérés des 5° à 7° ainsi rédigés :

- ⑦ « 5° S'il y a lieu, du droit d'être assistée par un interprète ;
- ⑧ « 6° Du droit de consulter, au plus tard avant l'éventuelle prolongation de la retenue douanière, les documents mentionnés à l'article 63-4-1 du code de procédure pénale ;
- ⑨ « 7° De la possibilité de demander au procureur de la République, lorsque ce magistrat se prononce sur l'éventuelle prolongation de la retenue douanière, que cette mesure soit levée. » ;
- ⑩ 3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ⑪ « En application de l'article 803-6 du code de procédure pénale, un document énonçant ces droits est remis à la personne lors de la notification de sa retenue douanière. »

Article 8

- ① La troisième partie de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique est ainsi modifiée :
- ② 1° L'intitulé est ainsi rédigé : « L'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non juridictionnelles » ;
- ③ 2° Au début, il est ajouté un article 64 ainsi rétabli :
- ④ « *Art. 64.* – L'avocat assistant, au cours de l'audition ou de la confrontation mentionnée aux articles 61-1 et 61-2 du code de procédure pénale ou à l'article 67 F du code des douanes, la personne suspectée qui remplit les conditions pour bénéficier de l'aide juridictionnelle a droit à une rétribution. Il en est de même de l'avocat qui intervient pour assister une victime lors d'une confrontation en application de l'article 61-2 du code de procédure pénale, lorsque la victime remplit les conditions pour bénéficier de l'aide juridictionnelle.
- ⑤ « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'attribution de cette aide. »

Article 9

- ① I. – (*Non modifié*) Les articles 1^{er} à 7 et 11 sont applicables en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française. L'article 8 est applicable en Polynésie française.
- ② II. – (*Non modifié*) Les articles 814 et 880 du code de procédure pénale sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Le présent article est applicable à l'assistance par un avocat prévue au 5° de l'article 61-1. »
- ④ II *bis.* – (*Non modifié*) Au second alinéa de l'article 842 du même code, les mots : « au dernier » sont remplacés par les mots : « à l'avant-dernier ».
- ⑤ III. – Le titre V de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna est ainsi modifié :

- ⑥ 1° Au début, il est ajouté un article 23-1-1 ainsi rédigé :

- ⑦ « *Art. 23-1-1.* – L'avocat ou, dans les îles Wallis et Futuna, la personne agréée qui assiste, au cours de l'audition ou de la confrontation prévue aux articles 61-1 et 61-2 du code de procédure pénale ou à l'article 67 F du code des douanes, la personne suspectée qui remplit les conditions pour bénéficier de l'aide juridictionnelle a droit à une rétribution. Il en est de même de l'avocat qui intervient pour assister une victime lors d'une confrontation en application de l'article 61-2 du code de procédure pénale, lorsque la victime remplit les conditions pour bénéficier de l'aide juridictionnelle.

- ⑧ « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'attribution de cette aide. » ;

- ⑨ 2° À l'article 23-2, les mots : « au dernier » sont remplacés par les mots : « à l'avant-dernier ».

Article 10

(*Suppression maintenue*)

Article 11

- ① I. – La présente loi entre en vigueur le 2 juin 2014.
- ② Toutefois, le 5° de l'article 61-1 du code de procédure pénale, dans sa rédaction résultant de l'article 1^{er} de la présente loi, les articles 1^{er} *bis* et 8 et les II à III de l'article 9 de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.
- ③ II. – (*Supprimé*).

Annexes

ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur la proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public (n° 1820).

DÉMISSION D'UN DÉPUTÉ

Le Président de l'Assemblée nationale a reçu de M. Jean-Louis Borloo, député de la 21^{ème} circonscription du Nord, une lettre l'informant qu'il se démettait de son mandat de député.

Acte a été pris de sa démission au Journal officiel du 3 mai 2014.

MODIFICATION À LA COMPOSITION DES GROUPES

(*Journal officiel, Lois et Décrets, du 3 mai 2014*)

GROUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

(*273 membres au lieu de 275*)

– Supprimer les noms de : M. Jean-Pierre Fougerat et Mme Florence Delaunay.

**GROUPE « UNION DES DÉMOCRATES ET
INDÉPENDANTS »***(28 membres au lieu de 29)*

- Supprimer le nom de : M. Jean-Louis Borloo.

**LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À
AUCUN GROUPE***(10 au lieu de 8)*

- Ajouter les noms de : MM. Jean-Marc Ayrault et Alain Vidalies.

**MODIFICATION À LA COMPOSITION
DES GROUPES***(Journal officiel, Lois et Décrets, du 6 mai 2014)***GROUPE ÉCOLOGISTE***(17 membres au lieu de 16)*

- Ajouter le nom de : Mme Cécile Duflot.

GROUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN ET CITOYEN*(274 membres au lieu de 265)*

- Ajouter les noms de : M. Jean-Marc Ayrault, Mmes Marie-Arlette Carlotti, Michèle Delaunay, MM. Guillaume Garot, François Lamy, Victorin Lurel, Philippe Martin, Pierre Moscovici et Alain Vidalies.

**LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À
AUCUN GROUPE***(8 au lieu de 18)*

- Supprimer les noms de : M. Jean-Marc Ayrault, Mmes Marie-Arlette Carlotti, Michèle Delaunay, Cécile Duflot, MM. Guillaume Garot, François Lamy, Victorin Lurel, Philippe Martin, Pierre Moscovici et Alain Vidalies.

**DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI
CONSTITUTIONNELLE**

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 mai 2014, de M. Éric Ciotti, une proposition de loi constitutionnelle relative à la réforme du conseil supérieur de la magistrature.

Cette proposition de loi constitutionnelle, n° 1921, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 mai 2014, de M. Éric Ciotti, une proposition de loi organique relative à l'impartialité des magistrats.

Cette proposition de loi organique, n° 1922, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 mai 2014, de M. Jean-Yves Le Déaut, premier Vice-Président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, un rapport n° 1920, établi au nom de cet office, sur « Pêches maritimes : comment concilier exploitation et préservation des ressources halieutiques ? ».

DÉPÔT DE RAPPORT EN APPLICATION D'UNE LOI

Le Président de l'Assemblée nationale a reçu, le 2 mai 2014, du Premier ministre, en application de l'article 42 de la loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012, le rapport présentant les conséquences de la suppression de la prise en charge des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger et portant sur les ajustements à apporter aux bourses sur critères sociaux.

**TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION***Transmissions*

M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 5 mai 2014

COM(2014) 234 final. - Projet de budget rectificatif no 2 au budget général 2014: état des recettes par section - état des dépenses par section - section III – Commission

8200/14. - Décision du Conseil portant nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Agence européenne des produits chimiques

8898/14. - Conseil de direction du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDÉFOP): Nomination de M. Salvatore PIRRONE (IT), membre dans la catégorie des représentants des gouvernements

8566/14. - Décision du Conseil portant nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Agence européenne des produits chimiques

9229/14. - Décision du Conseil portant nomination d'un membre belge du Comité économique et social européen

COM(2014) 17 final. - Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et l'Ukraine

COM(2014) 18 final. - Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et l'Ukraine

COM(2014) 220 final. - Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter au nom de l'Union européenne au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 30 de l'accord EEE concernant certaines dispositions particulières relatives à l'organisation de la coopération statistique

COM(2014) 223 final. - Proposition de décision du Conseil établissant la position à adopter par l'Union européenne au sein du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce en ce qui concerne l'adhésion de la République islamique d'Afghanistan à l'OMC

COM(2014) 237 final. - Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part, en ce qui concerne l'adoption de décisions du conseil d'association relatives au règlement intérieur du conseil d'association et au règlement intérieur du comité d'association, au règlement intérieur régissant le règlement des litiges prévu au titre X et au code de conduite à l'intention des membres des groupes

spéciaux et des médiateurs, à la liste des personnes appelées à faire partie des groupes spéciaux ainsi qu'à la liste des experts dans le domaine du commerce et du développement durable

ECB/2014/20. - Recommandation de la Banque centrale européenne du 17 avril 2014 au Conseil de l'Union européenne concernant la désignation du commissaire aux comptes extérieur du Bank Centrali ta' Malta/Central Bank of Malta (BCE/2014/20)

ANALYSE DES SCRUTINS

196^e séance

Scrutin public n° 787

Sur l'amendement n° 37 du Gouvernement à l'article 3 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales.

Nombre de votants :	18
Nombre de suffrages exprimés:	18
Majorité absolue :	10
Pour l'adoption :	14
Contre :	4

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (281) :

Pour.....: 13

M. Erwann **Binet**, Mmes Pascale **Boistard**, Marie-Anne **Chapdelaine**, MM. Jean-Pierre **Dufau**, Olivier **Faure**, Hugues **Fourage**, Jean-Yves **Le Bouillonnet**, Mme Anne-Yvonne **Le Dain**, MM. Thierry **Mandon**, Hervé **Pellois**, Mme Élisabeth **Pochon**, M. Dominique **Raimbourg** et Mme Cécile **Untermaier**.

Contre..... : 1

M. Pascal **Cherki**.

Non-votant(s): MM. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale), Christian **Eckert** (Membre du gouvernement), Jean-Marie **Le Guen** (Membre du gouvernement), Mmes Axelle **Lemaire** (Membre du gouvernement) et Ségolène **Neuville** (Membre du gouvernement).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (198) :

Pour.....: 1

M. François **Vannson**.

Non-votant(s): Mme Catherine **Vautrin** (Président de séance).

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (28)

Groupe écologiste (17) :

Contre.....: 2

MM. Sergio **Coronado** et Paul **Molac**.

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (17) :

Non-votant(s): M. Thierry **Brailard** (Membre du gouvernement) et Mme Annick **Girardin** (Membre du gouvernement).

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Contre.....: 1

M. Marc **Dolez**.

Non inscrits (8)

